

Islam de France : encore raté !

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 22 janvier 2021

Le prétendu discours gouvernemental de fermeté contre les ravages de l'islamisme et du terrorisme n'en finit pas de dégringoler. De semaines en semaines, la loi contre le communautarisme s'est transformée en loi contre le séparatisme, ou contre les séparatismes : on ne savait pas trop du côté de l'Élysée quel vocable retenir pour en dire le moins possible, ne fâcher personne et surtout, surtout, ne pas stigmatiser. Finalement, la formule vague, sans odeur et sans saveur de « loi visant à conforter les principes républicains », petit bijou de langue de bois, a fini par l'emporter.

Dans ce marécage, **une seule certitude surnage : ne surtout pas pointer du doigt l'islam**. La loi est faite pour lui, mais il ne faut surtout pas le dire, et si l'on peut en profiter pour persécuter au passage ceux qui n'ont rien demandé, à l'image des familles faisant l'école à la maison, tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes possible.

Les derniers jours de débat autour du fameux projet de loi ont fait apparaître de manière éclatante **l'inanité de cette loi, qui remue bien des énergies pour un résultat objectivement nul, voire puissamment délétère**. En début de semaine, les députés Aurore Bergé et Jean-Baptiste Moreau, pourtant issus de la majorité LREM, mais étonnamment animés d'un semblant de courage, ont proposé d'ajouter au projet de loi un amendement visant à interdire le port du voile pour les fillettes, une pratique qui tend à se répandre dangereusement. Dans une loi « visant à conforter les principes républicains », ce n'était après tout pas si absurde que de chercher à défendre, dès le plus jeune âge, la dignité féminine. Mais la commission spéciale travaillant sur la proposition de loi a préféré juger l'amendement irrecevable, l'a rejeté avant même de l'examiner, au motif qu'il n'a « aucun rapport direct avec le projet de loi ». Incroyable, mais vrai. Cette réaction vient clairement signer le forfait : moins que jamais, il ne faut pas parler de l'islam et de ses dangers, c'est beaucoup trop sensible et risqué. **On en connaît, pourtant, des amendements qui n'ont aucun rapport direct avec le projet de loi, mais qui passent sans encombre**. N'est-ce pas le cas, dans la future loi de bioéthique, de la fameuse clause concernant les IMG pour « détresse psychosociale » ? Aucun rapport, mais on ne va pas s'en priver, par idéologie. **Concernant les petites filles voilées, il y a un rapport, inratable, mais à partir du moment où le gouvernement a décidé qu'il ne saurait être question d'islam dans sa loi furieusement mal conçue, il n'y a qu'à circuler, il n'y a plus rien à voir**.

Le chemin de croix, si l'on peut dire, de nos gouvernants qui essaient de gérer l'islam sur notre sol ne s'arrête pas là. Dans la foulée de la loi contre-le-séparatisme-qui-n'en-est-pas-un, Emmanuel Macron a imaginé une charte des principes de l'islam de France, à faire signer par les différentes associations représentant les croyants musulmans dans notre pays. L'enjeu est de taille, car la charte doit déboucher sur la création d'un Conseil national des imams, chargé de « labelliser » les imams prêchant en France.

L'exécutif vient de recevoir un camouflet, une preuve de plus que sa stratégie est vouée à l'échec : trois fédérations sur les neuf sollicitées refusent de signer, et une émet de sérieuses réserves, car elles trouvent que le texte n'est pas propice à entretenir « des liens de confiance entre les musulmans de France et la nation. » Belle manière de botter en touche. Quant aux fédérations qui, elles, ont accepté de signer, il faudrait être bien naïf pour s'imaginer qu'il s'agit d'un blanc-seing en faveur de la toute-puissante République. Nos dirigeants semblent ignorer avec une persévérance diabolique le principe de la taqîya, qui autorise sans limite le croyant musulman à mentir pour les besoins de la cause quand il est en situation d'infériorité. Ce mensonge est perçu comme d'autant plus légitime qu'il s'adresse à des mécréants.

Le ministère de l'Intérieur fait mine de ne pas s'émouvoir des refus. Au moins, affirme-t-il, l'on sait où l'on va et « les masques tombent ». Vraiment ? Compte tenu de la taqîya, on ne sait *jamais* où l'on va. Le masque de l'angélisme, lui, n'est toujours pas tombé chez nos dirigeants qui continuent de se voiler la face et refusent d'adapter les armes au combat qui se mène sur notre sol, un combat politique absolu, jusqu'à la victoire totale de l'islam.

Dans quelques semaines, nos voisins suisses auront à se prononcer par le biais d'une votation sur la question du port du voile intégral dans l'espace public. Espérons que les citoyens suisses sauront faire preuve de plus de lucidité que ceux qui nous dirigent !

Constance Prazel

